



Le relais

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE CGT-FAPT

Trimestriel n° 46 - Avril 2010 - 4 €

Sommaire

Jean Bartholomé, nous a quittés

pages 2

8 mars 2010, la journée internationale de luttes des femmes a cent ans

pages 3 à 6

1945-1959, productivité, modernisation aux PTT, des paroles aux actes

pages 7 à 14

Bilan d'activité de l'IHS pour l'année 2009

pages 15 à 17

Assemblée Générale du 16 mars 2010

pages 18 et 19

Activité de l'IHS

pages 20

**Institut
d'Histoire Sociale
CGT-FAPT**

Siège social : 263, rue de Paris
Case 545 - 93515 Montreuil Cedex

Tél. 01 48 18 54 00
Fax 01 48 59 25 22



Le billet

Nul ne peut échapper à l'Histoire

Le pouvoir politique et le MEDEF veulent passer en force. Des acquis historiques sont remis en cause. Maltraitée, méprisée dans les entreprises et la cité, la population manifeste dans la rue et dans les urnes. « *En groupe, en ligue, en procession* ».

À France Télécom, les récents événements dramatiques mettent en évidence la démarche managériale. Chaque agent doit oublier sa culture du service public. Seuls comptent les dividendes versés aux actionnaires. Le statut de la Fonction publique est déclaré obsolète, place à la souplesse. Le savoir-faire, la conscience professionnelle sont sacrifiés. Humiliés, certains y laissent leur vie, alors qu'avant-hier ils fredonnaient « *C'est beau la vie* » !

Face à la mobilisation du personnel et à la désaffection des clients, l'exploitant s'interroge. Comment modifier son image sans changer de cap ? Afin d'identifier les phénomènes, retrouver des repères, la direction a consulté, entre autres, notre IHS. L'issue à la crise passe par l'incontournable retour aux valeurs du service public et à des garanties pour le personnel. C'est pourquoi nous avons dit à notre interlocuteur : « *que France Télécom fasse entrer l'histoire sociale dans son histoire* ».

À la Poste, même démarche. L'histoire répond aux manœuvres fallacieuses qui associent l'image positive du facteur à la notion d'avenir pour mieux faire passer la pilule de l'attaque frontale contre le plus vieux service public de notre pays.

La Fédération, « *La belle la rebelle* », a soufflé ses 100 chandelles. Un des enseignements : si aujourd'hui diffère d'hier et de demain, pourtant, ils se ressemblent, aussi bien dans les attaques que dans les ripostes constructives de notre syndicalisme !

François BRIAND



15 septembre 1987 à Paris



1^{er} mai 2009 à Montargis (Loiret)

Notre ami Jean Bartholomé nous a quittés le 11 Janvier. L'IHS s'associe à l'hommage qui lui a été rendu par la fédération et sa presse. Il avait accepté l'année derniè-

re d'animer la préparation d'un colloque sur le métier de facteurs, « dernière chose que tu me feras faire », avait-il dit à Serge Lottier. Mais son sourire en disait long sur le plaisir qu'il

allait prendre à faire connaître l'histoire de « sa » catégorie. Hélas le temps lui a manqué pour le réaliser, mais sa pensée sera toujours avec nous lorsque nous prendrons le relais. Ce

sera notre contribution pour la pérennité de l'homme qu'il était et la richesse de son engagement dans cette catégorie qui a donné des militants exemplaires à la fédération.

Loire Atlantique : Assemblée générale du Centre d'Histoire Sociale CGT PTT

Une quarantaine d'adhérents (sur 107) ont participé à l'A.G. en présence de Jean-Claude Lourdez, représentant l'IHS.

En ouverture des travaux, Robert Guiraud, président, a souligné l'importance de l'histoire sociale dans une période où le gouvernement s'attache à réduire la place de l'histoire dans l'enseignement. La fragilité des souvenirs des acteurs fait, qu'à terme, la mémoire des événements et de leurs enchaînements tend à disparaître. Il devient alors

possible à ceux qui disposent des moyens d'information et de diffusion d'en présenter un aspect trompeur.

Après un bilan de l'année 2009 qui a vu le CHS aménager dans ses nouveaux locaux, une large place a été réservée aux projets immédiats et à plus long terme.

Tout d'abord terminer le classement de nos 600 boîtes d'archives. Leur exploitation, associée aux témoignages de militants, va permettre d'ajouter à l'édition de nos bulletins semestriels la publication de documents spécifiques.

Quelques propositions ont été retenues : histoire du centre de tri postal de Nantes-Gare ; évolution du réseau des recettes postales dans le département ; étude sur les restaurants PIT de Nantes depuis la Libération jusqu'à leur cession au secteur privé.

Trois autres sujets vont mobiliser les énergies : la



poursuite des recherches sur l'engagement des postiers locaux dans la Résistance ; la restauration du drapeau de la Fédération Postale de Loire Inférieure dont l'histoire démarre avec le Front Populaire et enfin, dans l'esprit de ce qui avait été projeté au niveau national, la préparation, peut-être pour 2011, d'un colloque sur le métier de facteur.

Il a été proposé également qu'un représentant des instances syndicales siège au Conseil d'administration.

Une manière de renforcer l'engagement de la FAPT-CGT auprès du CHS, en vue d'une collaboration plus étroite afin d'attirer l'attention des collègues dans les services sur l'intérêt qu'ils ont à ne pas sous-estimer l'importance de l'Histoire.

Comme le veut la tradition, la discussion s'est poursuivie autour du verre de l'amitié.

Michel Tacet

Le relais

12^e année de parution - Trimestriel - 4 €

Directeur de la publication : Bernard Bouthé
Rédaction administration : 263, rue de Paris,
case 545 - 93515 Montreuil Cedex

2^e trimestre 2010

Dépôt légal à parution
CPAD N° 0902 GR1018

Chevilon Imprimeur, 89100 Sens



8 mars 1910-2010

La journée internationale de luttes pour les droits des femmes a cent ans

Le principe d'une journée internationale de luttes pour le droit des femmes a été décidé à Copenhague, en 1910, par la II^e Internationale Socialiste.

Célébrée aujourd'hui dans le monde entier, cette journée a fait pourtant l'objet, tout au long de ses cent ans d'existence de nombreuses controverses et difficultés, mais de fortes réussites aussi.

Pour être complète, l'histoire du 8 mars devrait être écrite par chacune des composantes syndicale, politique, associative qui, en France, et dans beaucoup d'autres pays a contribué à son sort.

La CGT a décidé de travailler sur son propre apport à l'histoire du 8 mars. Une conférence présentée dans les locaux de la CGT à Montreuil, le 8 mars 2010, en relate les aspects principaux. Cet article en est une synthèse.

La journée internationale pour les droits des femmes s'enracine dans l'Internationalisme prolétarien

La II^e Internationale Socialiste a été créée à Paris en 1889.

Elle succédait à l'AIT (Association Internationale des Travailleurs) dirigée par Marx et dissoute en 1876. Son acte fondateur a été la décision d'organiser chaque année, le 1^{er} mai, une journée de luttes, dans chaque pays pour la journée de huit heures.



31.8.1921 C. Zetkin, manifestation du KPD au Lustgarten

Clara Zetkin, qui était présente au Congrès fondateur de 1889, s'est sans doute inspirée de cette décision pour proposer le principe d'une journée de luttes chaque année pour les droits des femmes. La résolution finale précise : « *En accord avec les organisations politiques et syndicales du prolétariat dans leurs pays respectifs, les femmes socialistes de tous les pays organiseront chaque année une journée des femmes qui, en premier lieu, servira à la propagande en faveur du vote des femmes... Cette journée des femmes doit avoir un caractère international et être soigneusement préparée.* ». L'Internationale était composée de toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats confondus. Le terme « Parti » était plus large qu'aujourd'hui, il désignait « toutes les organisations et sociétés qui admettent la lutte des classes et la nécessité de socialiser les moyens de production et qui acceptent les bases des congrès internationaux socialistes ».

Jusqu'en 1896, la problématique syndicale domine les débats de l'Internationale Socialiste sur les femmes. Faut-il accepter que les femmes travaillent ? (Certains, craignent qu'elles enlèvent du travail aux hommes). Si l'on admet que la femme travaille, faut-il la protéger par des moyens spécifiques ? Si une protection est nécessaire, doit-elle couvrir tous les âges du travail ou la seule période de la maternité ?

Ces débats sont encore d'actualité.

À Zurich, en 1893, 4 motions sont en présence : la première s'oppose à tout travail féminin. La seconde se prononce en faveur d'une réglementation spéciale du travail féminin. La troisième avance l'objectif « travail égal, salaire égal », seule garantie de non concurrence entre les femmes et les hommes. C'est la quatrième qui obtient le plus de voix : elle demande une protection particulière pour le travail des femmes (congés maternité, journées et semaines de travail plus courtes, interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie). Complétée par l'exigence du « travail égal, salaire égal »,



Maryse DUMAS

cette motion fera autorité jusqu'à la guerre de 1914 et même au-delà. On peut y voir l'origine d'un certain nombre de positions fondamentales de la CGT quant aux revendications propres aux travailleuses.

Le syndicalisme porte des revendications féminines (pas toujours) mais se méfie du « féminisme bourgeois ».

Les syndicalistes de l'époque ont tendance à **confondre « suffragisme » et « féminisme »**. Or, pour des raisons propres à la France (révolution, II^e Empire, III^e République) les syndicalistes majoritairement anarcho-syndicalistes sont « anti-volants ». Ils estiment que le vote est un piège contre les luttes ouvrières. Ils ont cette position pour les hommes qui ont le droit de vote, a fortiori donc pour les femmes qui ne l'ont pas encore.

Quant au féminisme dit « bourgeois », on peut constater qu'après une relative bonne entente entre les syndicalistes et les féministes qui, issues de la bourgeoisie, aidaient les femmes du peuple à ne pas sombrer dans la misère la plus noire, la concurrence a peu à peu grandi sur la question particulière de l'éducation des femmes. Quelle était la finalité de celle-ci ? Les conduire à accepter le système ou les éduquer à la révolution ?

Dans le colloque « femmes et syndicalisme » organisé par l'IHS CGT en 1999,

un débat s'instaure entre Jean Magniadas (ancien dirigeant CGT), et Michelle Perrot (historienne) ; pour lui l'accusation de « féminisme bourgeois » proférée par les syndicalistes du début du 20^e siècle tient à la composante anarcho-syndicaliste qui l'anime. « Celle-ci n'aime pas les concurrents. Le syndicalisme doit suffire à tout. Le féminisme est suspect a priori car le sont les partis politiques. Les marxistes sont eux opposés aux discriminations, mais ils considèrent que la situation de la femme sera réglée par la révolution et l'instauration d'un nouveau régime... »

Pour Michelle Perrot, « dire bourgeois, c'était une manière de disqualifier le féminisme. On ne peut pas éliminer l'idée d'une construction de la classe ouvrière et de son identité comme mouvement ouvrier, autour du modèle de la virilité ».

Plusieurs hypothèses existent quant au choix de la date du 8 mars

- Une grève des ouvrières américaines ?

Longtemps, on a cru que cette date avait été choisie en référence à une manifestation d'ouvrières américaines, le 8 mars 1857. Mais les historiens et historiennes (peu nombreux) qui se sont penchés sur cet évènement n'en ont pas trouvé trace.

- Une manifestation du parti socialiste américain pour le droit de vote des femmes ?

Dès 1909, le parti socialiste américain avait décidé d'organiser chaque année le dernier dimanche de février, un « Woman's Suffrage Démonstration » pour conquérir le droit de vote des femmes. Du 22 novembre 1909 au 15 février 1910, des chemisières de New-York font grève, et apportent leur soutien au « Woman's day ». Cette grève rassemblant entre 20 000 et 30 000 grévistes dont 80 % de femmes a été d'emblée qualifiée de « grève du mouvement des femmes ».

- Une manifestation des femmes de Saint-Petersbourg (Petrograd) en 1917, point de départ de la révolution ?

En 1917, le 23 février, qui correspond dans le calendrier orthodoxe au 8 mars, les ouvrières de Saint-Petersbourg descendent dans la rue pour réclamer du pain et rejeter la guerre. Beaucoup y voient le déclenchement de la révolution de février. Lénine, président du Conseil des Commissaires du Peuple de Russie, décrètera en 1921, le 8 mars « journée internationale des femmes ». Elle devient en URSS (exemple qui sera suivi par les nouveaux états socialistes après 1945) un jour férié chômé. A cette occasion, les hommes

offrent des cadeaux à leurs mères, épouses et collègues de travail, les enfants offrent des fleurs à leurs professeurs.

Aujourd'hui encore, le débat sur la signification du choix de la date du 8 mars fait l'objet de controverses : chaque hypothèse, en effet, tire une dimension du 8 mars (revendicative, politique, voire révolutionnaire) qui valorise plus ou moins l'apport de telle ou telle organisation.

Le plus important à retenir est, sans aucun doute, qu'après cent ans d'existence, les manifestations du 8 mars intègrent toutes les dimensions relevant des différentes hypothèses. Elles restent toutes plausibles.

Les premiers 8 mars

À Paris la 1^{re} manifestation est organisée en 1914.

En Allemagne, Autriche et Danemark, le 1^{er} rendez-vous est le 19 mars 1911.

Le 8 mars 1914 donne lieu à des manifestations en France, en Suède, en Allemagne, en Russie...

On lutte à la fois :

- Pour le droit de vote des femmes
- Pour la paix (guerre de 1914)
- Pour les revendications des travailleuses.

Entre les deux guerres

Les sources consultées ne permettent pas de savoir si le 8 mars a donné lieu à des mobilisations. Concernant le travail des femmes, la période est marquée par la progression de la scolarité des jeunes femmes et la progression du taux d'activité des femmes jusqu'au mariage. À partir de celui-ci, une sur deux se retire définitivement de l'emploi.

La CGT se bat pour la reconnaissance du droit au travail de toutes les femmes, alors que la pression est forte pour interdire le travail des femmes mariées, ou pour les inciter à revenir au foyer.

La deuxième guerre mondiale

Je n'ai pas du tout traité cette période car c'est un sujet en tant que tel. Je veux seulement signaler le 8 mars 1945, dans le camp de concentration de Ravensbrück, marqué par les femmes en déportation.

En 1944, Marie Couette, résistante et Secrétaire Confédérale de la CGT, représente la CGT à l'Assemblée Constituante. Elle défend les droits des femmes dans le travail, la réforme du Code civil pour l'égalité des droits des femmes mariées, la modification de la déclaration des droits, pour dire « les Hommes et les Femmes naissent libres et

égaux en droits », l'abolition de l'abattement de 10% sur les salaires féminins, qui est obtenue en 1945.

Après 1945

La CGT se saisit de cette date pour que les revendications des femmes au travail s'affirment et s'expriment, d'abord sur le lieu de travail, puis de manière plus large dans des manifestations si possible, **mais en privilégiant toujours la dimension revendicative et d'action du 8 mars.**

À chaque fois une déclaration du Bureau Confédéral ou de la Commission Exécutive fixe l'enjeu, les objectifs et les modalités. Au fur et à mesure des années un appel de plus en plus large est fait aux fédérations pour une approche revendicative différenciée. Par contre, on trouve peu d'analyses et d'appropriations après coup (comme aujourd'hui) de ce qui aura pu, ou pas, être réalisé.

1948

La CGT appelle à déposer :

- Un grand nombre de cahiers revendicatifs auprès des patrons et des Pouvoirs Publics.

- À participer aux manifestations organisées par la Fédération Démocratique Internationale des Femmes. (La FDFI créée en 1945 rayonne sur environ 80 pays, relevant soit « du bloc de l'Est », soit des pays capitalistes où existent des forces communistes actives).

1949

L'approfondissement de la guerre froide, la crainte d'une nouvelle guerre, atomique, le développement des guerres coloniales, marquent fortement la réalisation et le contenu du 8 mars. **La CGT**



«**équilibre**» le contenu de son appel, de façon à mobiliser les femmes pour la paix mais elle ne lâche pas les cahiers revendicatifs.

Les manifestations seront interdites par Jules Moch.

1950

Pour le 8 mars 1950 (40^e anniversaire), la page mensuelle «la femme» de l'hebdomadaire CGT «Le Peuple» appelle à «aller par milliers auprès des directions et des pouvoirs publics exiger les 3000 f par mois, avec effet rétroactif au 1^{er} décembre». Un encadré précise : «Le 5 mars, Femmes, Mères, toutes ensemble faisons de la journée internationale des femmes une grande journée de lutte pour la paix et la libération des peuples».

1951

Appel Confédéral pour les 8 et 11 mars.

«L'ensemble des travailleuses feront de la journée internationale des femmes du 8 mars 1951, une grande journée contre la misère et la guerre, en luttant pour des conditions de vie meilleures, en signant en masse contre le réarmement allemand, en participant à l'Assemblée nationale des femmes pour le désarmement à l'appel de l'UFF.».

Le 8 mars au cœur de multiples enjeux

Pendant un débat sous jacent ne peut être occulté : celui de l'axe principal à partir duquel on s'adresse aux femmes (voir le témoignage de Madeleine Colin). Les considère-t-on uniquement en tant qu'épouses et que mères, pour lesquelles le travail n'est qu'un pis aller en attendant que le salaire du mari soit suffisant pour faire vivre la famille, ou que la naissance d'un enfant justifie le retour au foyer ? Ou considère-t-on que les femmes ont, comme les hommes, «droit au travail», ce qui suppose de

Madeleine Colin Secrétaire confédérale de 1955 à 1969



Madeleine COLIN

Dans ses mémoires Madeleine Colin raconte : «La Journée internationale des femmes du 8 mars était organisée en France sous l'égide de l'UFF. Cette organisation féminine, née de la Résistance, groupait un grand nombre de femmes, essentiellement des ménagères et quelques intellectuelles ; elle était dirigée par des communistes. La CGT n'était conviée à la célébration de cette journée que pour soutenir des mots d'ordre déjà établis et pour faire participer des travailleuses aux manifestations décidées. Ces mots d'ordre, pour respectables et justes qu'ils fussent, ne me paraissaient pas recouvrir toutes les aspirations des femmes. Ils concernaient la famille, les allocations familiales, la vie chère, la paix ; par contre les revendications tendant vers l'indépendance des femmes et leur égalité : le droit au travail, des salaires égaux pour un travail égal, ne figuraient qu'au second plan ou pas du tout.

J'ai mené bataille pour que la CGT s'affranchisse de cette prédominance de l'UFF et du Parti, pour qu'elle ait ses propres mots d'ordre et ses propres formes d'action».

s'adresser à elles en tant qu'individus, libres et autonomes, et de concevoir des revendications qui leur donnent une vie meilleure tout en travaillant, plutôt que d'accompagner leur retrait du travail, dès lors que la situation familiale change ?

La CGT déploie une activité spécifique en direction des femmes travailleuses pour : exiger l'égalité, faire reconnaître le droit au travail des femmes comme aussi naturel que celui des hommes, agir sur les mentalités.

L'organisation du 8 mars aide à faire connaître revendications et propositions et à structurer l'activité féminine de la

CGT : un réseau, une organisation, un bulletin d'information.

À partir des années 60

La période est caractérisée par : un nombre toujours plus important de femmes dans la vie active, majoritairement d'employées. Elles ont tendance à maintenir leur activité salariée après le mariage et après les naissances. La notion de salaire d'appoint est en recul. L'autonomie financière conduit à l'exigence d'autonomie de la personne.

La CGT entreprend une campagne de longue durée pour «gagner du temps et les moyens de vivre». Cette campagne lui permet d'appréhender le rapport entre temps de travail et temps domestique sans sacrifier l'exigence pour les femmes d'accéder au travail, d'y rester, de gagner l'égalité et de faire bouger à partir de là la société, les rapports de couple et l'image globale des femmes dans la société.

1970

Les années 70 sont celles de l'émergence de ce que l'on appelle communément «le mouvement des femmes». Après la puissance du mouvement de mai 68, un bouleversement culturel s'annonce. Il touche à tous les domaines mais il est particulièrement marqué par l'irruption des problèmes de la jeunesse, de la contestation de toutes les structures de domination, de classe, de sexe, institutionnelle, organisationnelle. À l'appui de la plus grande



reconnaissance qu'elles ont acquise au travail et dans la société, se manifeste une plus grande exigence des femmes quant au respect et à la maîtrise de leur corps.

La contraception n'est autorisée qu'en 1967 et l'IVG en 1975.

Les militantes CGT, dans les services féminins, prennent des risques pour aider les femmes en difficulté. Mais l'organisation CGT a du mal à poser le problème sur la place publique. Cependant, la CGT fait rapidement partie des organisations qui agissent pour le droit à la contraception et à l'avortement.

Tous les 8 mars de la période, la CGT agit sur un double front :

- Vis-à-vis d'un mouvement ouvrier qui considérait que la bataille pour les femmes se mènerait après le changement de société.

- Vis-à-vis du mouvement « féministe » qui ignorait, voire méprisait les luttes des travailleuses

En 1982, la célébration du 8 mars devient officielle

En 1982, le tout nouveau gouvernement de gauche décide de donner un caractère officiel à la célébration de la journée internationale. Cette décision est une reconnaissance de la place prise par cette journée dans les luttes et les revendications. Mais elle n'est pas dénuée de calculs non plus : outre la récupération d'une manifestation marquée par la tradition communiste, François Mitterrand a pu aussi y voir une manière de

revenir à des contenus plus conformes à une vision traditionnelle de la femme. Ainsi, l'organisation de la réception donnée à l'Élysée le 8 mars 82 a-t-elle donné lieu à de nombreuses tractations, afin d'en réduire la dimension « travailleuses » au profit de la dimension « femmes au foyer, mères de famille ».

La CGT, elle, poursuit son combat : elle exige « quatre heures payées sur le temps de travail » pour la journée de lutte, pour conquérir des droits nouveaux, pour exiger du patronat des négociations. **30 000 femmes manifestent à Paris.** Elle mettent en cause « le temps partiel responsable de vies partielles » et revendiquent les **35 heures sans perte de salaires.**

Au long des années, le côté « officiel » de la journée en modifie le contour avec une double caractéristique, contradictoire. D'un côté, l'**institutionnalisation** : affaiblit le caractère de « luttes » du 8 mars. On parle de plus en plus de « journée de la femme » voire « de fête de la femme ». On y voit la résurgence des stéréotypes de « l'éternel féminin » fait d'hommages nombreux « à la moitié » de l'Homme pourvu que cela ne bouscule pas l'ordre traditionnel des choses et des hiérarchies. D'un autre côté, le caractère officiel oblige les médias, les institutions, les partis, associations et syndicats, les gouvernements à faire le point sur cette question qui n'est jamais spontanément abordée. C'est ainsi chaque année l'occasion de mettre en évidence la faiblesse et la timidité des politiques menées en

faueur de l'égalité, occasion dont la CGT ne se prive pas.

Le contenu du 8 mars : des problématiques permanentes, des réponses différentes selon les périodes et les contextes

L'histoire de la journée internationale de lutte pour l'émancipation et les droits des femmes recouvre de multiples facettes tenant notamment à l'histoire du mouvement ouvrier, à ses relations complexes et contradictoires avec les luttes féministes.

La spécificité de la démarche de la CGT mérite d'être connue pour son courage et sa constance même si elle n'est pas, c'est bien naturel, dénuée d'insuffisances ou d'erreurs.

Il y a plusieurs féminismes comme et parce qu'il y a plusieurs visions des enjeux de sociétés et des perspectives de transformations sociale. Loin d'être l'exclusivité des femmes, le débat concerne tous ceux qui veulent changer véritablement la société.

Si le 8 mars est né, il y a un siècle, dans et par la critique du « féminisme bourgeois », la CGT a aujourd'hui la légitimité pour affirmer clairement son « féminisme syndical » qui lutte pour « une société démocratique libérée de l'exploitation capitaliste et des autres formes d'exploitation et de domination... et agit pour l'égalité entre les femmes et les hommes » comme le stipulent ses statuts.

Maryse Dumas



1945-1959

*Productivité, modernisation aux PTT, des paroles aux actes**Etude présentée, lors du colloque de la FNARH à Toulouse en Mai 2009,
par Alain GAUTHERON*

À la Libération, les PTT ne trouvent pas place dans les priorités officielles. Pourtant, le statu quo n'y devient pas la règle...

1945, c'est la fin de la guerre la plus meurtrière de l'Histoire.

Il faut aussi en dresser le bilan matériel. Les destructions sont immenses. Elles touchent les habitations, les moyens de transports et de communications, les usines...

Le potentiel productif français, déjà considéré avant la guerre comme en retard sur celui de pays comparables, est exsangue.

La production des industries essentielles atteint seulement l'indice 42 pour une base 100 en 1938. La question du ravitaillement, particulièrement dans les zones urbaines, demeure longtemps une obsession quotidienne de la population.

Dans ce contexte, l'évidence s'impose à tous : le relèvement économique de la France est prioritaire et urgent.

« Modernisation et reconstruction doivent être poursuivies simultanément » affirme Jean Monnet, Commissaire du Plan de 1946 à 1951.

Aux PTT aussi, reconstruire, réorganiser les services, les faire fonctionner, répondre aux demandes croissantes et diversifiées des usagers, constituent les missions du service public. Les dirigeants du pays ne placent pas les PTT



La Fédération CGT des PTT lors du défilé du 1^{er} mai 1946



Alain Gautheron

parmi les secteurs prioritaires. Les effectifs, les crédits manquent douloureusement.

Ces obstacles n'amènent pas les responsables des PTT à désertier le terrain de la modernisation et de la recherche de gains de productivité. On peut pour cela identifier au moins trois ensembles de raisons parfois contradictoires : des raisons historiques, la recherche d'un consensus interne et externe à l'administration, l'utilisation d'un environnement favorable.

Des raisons historiques

Les PTT ont toujours cherché à aller plus vite et partout, à investir de nouveaux champs d'activité, à s'industrialiser en utilisant les progrès technologiques. Souvent écartelés entre deux objectifs : répondre à l'intérêt général ou rapporter des recettes au budget de l'État, les moyens manquent le plus souvent à une modernisation maîtrisée des services. Il faut alors faire preuve d'inventivité et d'originalité afin de ne pas prendre trop de retard sur les évolutions nécessaires.

Évoquant les transformations de la poste à la fin du XIX^e siècle, un haut fonctionnaire, M. Darcq déclarait en 1911 : « presque tous les services créés à la poste depuis 30 ans ont été mis à la disposition du public, sans augmentation du nombre des guichetiers. »¹ Ce qui semble confirmer

1. Cité par E. Vaillé « Que sais-je ? » n°260, 1947, *Histoire des Postes*, p. 110.

que déjà à l'époque nouveaux services, nouvelles techniques et gains de productivité par une organisation rationnelle du travail cheminaient ensemble afin de maintenir une qualité de service « acceptable » par les usagers.

La recherche du consensus

Les PTT sont une grande entreprise de main d'œuvre, le fait associatif et syndical y est une réalité incontournable. Cultiver le sentiment d'appartenance est une préoccupation ancienne des directions. Elle cherche, avec les projets de modernisation, le moyen d'ajouter de la fierté à ce sentiment.

Aux yeux du public, l'image des PTT, c'est un peu l'image de la politique du gouvernement, c'est un ministre qui en a la charge. Difficile, sans courir le risque de revers électoraux, de laisser ce grand service public immobile regarder passer le train de la modernisation.

Le contexte

L'Amérique fascine une partie de l'opinion², notamment parmi les classes dirigeantes. Elle donne le spectacle d'une économie moderne qui déploie des technologies efficaces grâce à une organisation qui repose sur la libre entreprise.

De nombreux articles de presse, des discussions sur l'efficacité américaine et sa supériorité sur le reste du monde, créent un climat favorable et légitiment ceux qui, en France, s'investissent dans des campagnes de modernisation et de productivité. Les PTT profitent de ce contexte pour s'engager, à leur manière, dans ces campagnes.

1948 : bilan et priorités aux PTT

En 1948, deux longs articles donnent une vision des efforts réalisés afin de remettre sur pieds les services, pointent des obstacles à leur modernisation et évoquent l'avenir des télécommunications et de la poste.

M.-C. Lange, directeur général des Télécommunications, déclare³ : « [...] en même temps que la remise en état des installations et du réseau gravement endommagé par la guerre, les services téléphoniques et télégraphiques de l'Administration des PTT ont, depuis la Libération, fait face dans l'ensemble à un accroissement d'activité supérieur au rythme d'avant guerre, cependant qu'ils s'efforçaient d'améliorer continûment la qualité du service offert aux abonnés.

Pour obtenir ce résultat mille difficultés ont dû être vaincues provenant d'une laborieuse remise en marche de l'industrie, de la pénurie de matières premières, de la pénurie de crédits. »

Les perspectives d'avenir s'annoncent pourtant sombres. La priorité c'est maintenant de répondre, dans des délais raisonnables, à la demande croissante d'abonnements. Dans ce but, le plan Monnet prévoit un plan décennal d'équipement des télécommunications. Il envisage une dépense totale de 275 milliards (au cours du 1^{er} janvier 1948), soit 27,5 milliards en moyenne par an. « Or, l'Administration dispose, pour 1948, d'un crédit d'engagement de 7 milliards, absolument insuffisant, même pour amorcer simplement le lancement du plan », précise le directeur. Il nous apprend comment la pénurie du moment modifie les priorités de la recherche.

Certes nos chercheurs poursuivent des travaux d'avant garde mais ils s'attèlent « à des tâches moins savantes mais d'intérêt plus immédiat, imposées par les pénuries. » Pour conclure, il propose « de promouvoir les Télécommunications au rang d'activité de base de la nation et les inclure comme telles dans la plan de modernisation et d'équipement (plan Monnet) à côté des autres activités de base... »

Il affirme que le rythme des échanges économiques est lié au développement du réseau de télécommunications. Il assure que des investissements produiraient de substantielles recettes et favoriseraient « une industrie nationale prospère et exportatrice. »⁴

À la Poste, M. J.-J. Le Mouel, directeur général, rappelle que les destructions et les difficultés immenses de transports⁵ « isolaient complètement la France du reste du Monde, et, à l'intérieur du pays, des localités même relativement proches n'avaient plus aucune liaison régulière. »

2. Les États-Unis fournissent alors la moitié de la production mondiale, ils détiennent 2/3 du stock mondial d'or, leur territoire est intact.

3. Revue des PTT de France n°4/1948, la restauration des télécommunications françaises et les perspectives d'avenir, p. 1 à 9.

4. On peut, sur ce sujet, consulter les articles de S. Lotlier : « Le téléphone et l'argent », Le Relais, revue de l'HS-CGT-PTT, n°5 et 6/2000, « La crise du téléphone et les appétits de l'industrie américaine 1919-1940 », Le Relais n°37/2008.

5. Revue des PTT de France n°4/1948.

Par paliers successifs, il fallait réorganiser l'acheminement et la distribution, assurer leur régularité et leur rapidité. Le directeur pense alors « qu'à quelques exceptions près le service postal fonctionne dans des conditions à peu près comparables à celles d'avant guerre.

Pour l'avenir, la Poste s'est assignée un double but : tout d'abord obtenir dans tous les domaines une qualité de service égale à celle de 1939, ensuite perfectionner son outillage de manière à donner au public des possibilités nouvelles. »

L'objectif qu'il fixe est étroitement lié à l'amélioration de la qualité des transports qui donnera à la Poste « la faculté de retarder l'heure limite de ses levées de boîtes en fin de soirée et de distribuer le lendemain dans la matinée la majeure partie du courrier collecté la veille... »

Pour le futur, ajoute-t-il, « la règle distribution le lendemain du jour de dépôt doit être réalisée dans tous les cas... on aura ainsi recours à l'avion pour les relations nationales, au chemin de fer pour les relations régionales, à l'automobile pour les relations départementales. »

Il ne cache ni que ce programme nécessitera du temps, ni que les investissements seront gagés par des économies à peu près équivalentes. Il évoque le besoin de développer la motorisation des services de la distribution et du relevage, de mécaniser certaines opérations de tri et de manutention et évoque une réorganisation générale dont il ne cite pas tous les contours.

Notons que ces deux directeurs n'abordent ni la situation du personnel, ni le rôle que celui-ci pourrait tenir dans la réussite des projets. C'est surprenant et préoccupant. Le personnel et ses syndicats, CGT et CFTC, ont pris leur place dans les combats de la Résistance et de la Libération. Ils contribuent, dans des conditions difficiles, avec leur identité, à la reconstruction du service public. Comment envisager un avenir de progrès sans les situer au cœur du processus de modernisation ?

La guerre froide

Reconstruction, modernisation, si la formule semble faire consensus, le moyen d'y parvenir et en vérité le contenu font clivage. Pour les uns, dans le prolongement du programme du Conseil National de la Résistance, cela passe par une politique anticapitaliste, la

maîtrise par la Nation des moyens du progrès économique et social et de son indépendance.

D'autres craignent que la mobilisation de la classe ouvrière bouleverse l'ordre social⁶.

Beaucoup parmi les premiers croient en l'URSS pour la paix et le progrès social.

Beaucoup parmi les seconds préfèrent un arrimage au camp occidental et reconnaissent le leadership des États-Unis.

C'est l'heure de la « guerre froide » (1947-1962). Le monde est divisé en deux blocs hostiles. L'opinion craint la préparation d'une 3^e guerre mondiale.

Cela nourrit durablement un affrontement vif et tranché entre les deux camps. De nature profondément politique, il imprègne tous les espaces. Le terrain syndical, particulièrement aux PTT, lieu de la scission de 1947, n'est pas épargné.

Modernisation, productivité : quel contenu ?

Si le thème de la modernisation et celui de la productivité sont, à l'époque, fréquemment utilisés dans les articles et les discours officiels, on peine à en trouver des définitions claires et précises. Des termes qui touchent à la vie des travailleurs semblent ignorés. C'est le cas pour l'intensité et la durée du travail, la formation, la reconnaissance de la qualification...

Pour les partisans des campagnes de modernisation et de productivité, ce sont elles qui favoriseront le bien-être parce qu'elles permettent de produire plus et donc moins cher.

Ils décrivent, souvent, le progrès comme fatal et s'inquiètent de voir le rôle du travailleur vidé de toute dimension spirituelle.

Pour les opposants, ces campagnes visent essentiellement à accroître la productivité apparente du travail, à assurer les profits du patronat qui se fait discret et pour cause !

Lisons ce qu'écrit Henry W. Ehrmann, historien américain : « Le gouvernement, tout comme l'homme de la rue, était convaincu

6. À cette époque, la CGT revendique 5,5 millions d'adhérents et le PCF est, électoralement, le premier parti de France.

7. Colin. A, *La politique du patronat français : 1936-1955*, p. 100, 1959.

que l'attitude des patrons aux heures les plus pénibles de la récente histoire avait été médiocre et dans beaucoup de cas méprisable [...] on attaquait les patrons pour le manque de patriotisme qu'ils avaient révélé pendant la guerre, mais aussi pour les profits illégaux qu'ils continuaient de faire dans le marché noir et pour leur tiédeur dans l'entreprise de reconstruction.»

Derrière ces campagnes, les opposants voient aussi l'ombre de l'Amérique et du plan Marshall⁸.

Dans le cadre de ce plan, afin de «moderniser» les entreprises sur le modèle américain, des missions de productivité, comprenant plus de 4 000 patrons, ingénieurs, cadres, syndicalistes (à l'exception de la CGT), hauts fonctionnaires (dont certains des PTT), psychologues, sociologues, se rendent aux USA de 1950 à 1953.

Ces missions visent selon leurs organisateurs à transformer en profondeur «l'esprit, la manière d'être des agents économiques [...] l'importation des technologies sociales l'a emporté sur le transfert des technologies matérielles.»⁹

En France, beaucoup de dirigeants pensent que le modèle américain n'est pas transposable, qu'il n'apporte pas d'éléments vraiment nouveaux, qu'en matière de recherche de productivité, d'organisation scientifique du travail, la France a déjà une longue histoire qu'il convient de prolonger. Les éléments nouveaux porteraient essentiellement sur la recherche d'un climat non conflictuel dans l'entreprise et sur la construction d'un syndicalisme capable d'accompagner ce processus.

Dans les PTT, des articles écrits par des cadres et destinés à leurs collègues donnent de l'écho à ces campagnes sur la modernisation et la productivité.

8. *Les mécanismes de ce plan reposent sur un inventaire des besoins de manière concertée par l'ensemble des candidats bénéficiaires, puis d'un examen des demandes de répartition des fonds par l'administration américaine du plan. Celle-ci dispose d'un droit de regard sur les plans industriels, les investissements publics, le commerce extérieur et le budget des bénéficiaires... Ajoutons que ce droit s'étend, parfois, à la vie politique voire syndicale.*

9. Boltanski L., *Les cadres, la formation d'un groupe social*, éd. de Minuit.

10. *Revue des PTT de France*, n°3/1952.

11. *Revue des PTT de France*, mai 1953.

Tantôt, ils se limitent à publier des éléments connus, tantôt ils cherchent à les faire évoluer en les adaptant aux connaissances et réalités du jour, plus rarement ils ne sont que la traduction, en français, du modèle américain. Arrêtons-nous sur quelques exemples.

La création du service des relations extérieures

Le ministre des PTT, Roger Duchet, crée le 7 janvier 1952 le service extérieur des PTT.

Il lui fixe quatre objectifs :

- faire connaître aux usagers les produits et services à leur disposition ;
- informer mieux le personnel de l'organisation et du fonctionnement de l'administration ;
- mettre à la disposition du ministre les moyens techniques de contact avec la presse, la radiodiffusion et les agences de presse ;
- étudier les questions relatives à l'admission de la publicité sur les supports dont dispose l'administration.

M. Farat, secrétaire général des PTT, nous en dit plus sur les buts recherchés par la création de ce service¹⁰.

Outre le besoin de multiplier les contacts avec les grands organismes industriels et commerciaux, il souligne la nécessité de développer le prestige des PTT dans les milieux scientifiques pour faire savoir que « nous sommes à l'avant-garde du progrès en matière de télécommunications. »

Il cherche par son action en direction du personnel à étendre l'esprit de corps, à créer « un esprit PTT ». Tout cela devant faciliter le fonctionnement et le développement des services, permettre les créations d'emplois. « À défaut de récompenses pécuniaires directes que des règles administratives strictes empêchent pour le moment d'envisager... l'amélioration du prestige de l'Administration améliorera la situation morale du personnel. »

Durant l'été 1952, les services des relations extérieures et la direction générale des Télécommunications impulsent une « campagne de propagande pour le développement du téléphone en Seine-et-Marne. »¹¹

Un sondage oral chargé de percevoir l'état de l'opinion sur le sujet en marque le point de départ. Il est suivi d'une batterie de moyens censés convaincre : lettres ciblées, affiches, dépliants, articles de presse, insertions publicitaires...

Résultats : le nombre de demandes fermes d'abonnements s'élève à 1 400 contre 260 pour la même période de l'année précédente. Le plus dur fut, sans doute, ensuite de leur donner satisfaction !

En vérité les PTT ne découvrent pas « les relations extérieures » seulement en 1952¹². En effet, dès 1922 ses responsables organisent « des conférences de vulgarisation » notamment dans les écoles commerciales, afin de faire connaître les services, les créations et transformations d'activité.

En 1926, un tract, sur les facilités que les usagers pouvaient trouver pour la période des vacances, est édité.

En 1927, quatre affiches, dont une sur les débuts de la Poste automobile rurale, paraissent.

En 1928, commence une série de « causeries radio » sur les services et leur utilisation.

Les « public-relations »

D'entrée, un article¹³ publié par de futurs hauts fonctionnaires rappelle que le succès d'une politique d'amélioration de la productivité est subordonné à l'existence d'un climat favorable au sein de l'entreprise, et à de bonnes relations avec le public qu'il faut informer sur les moyens utilisés et les résultats obtenus.

La crise moderne du travail, le nouvel et plus sérieux « mal du siècle » viendrait de l'anonymat auquel est réduit le travailleur dans « la grande machine de la société moderne. »

Il prétend que le syndicat s'occupe du niveau de vie mais « n'exerce qu'une influence réduite sur le développement de l'action des travailleurs au sein de l'entreprise. »

Par des solutions « d'équité et de dignité l'entreprise peut satisfaire dans les meilleures conditions les besoins d'ordre intellectuel et moral qui constituent pour la personne humaine des mobiles d'action de la première importance. »

12. Gautheron, A, *Du bulletin officiel à la communication d'entreprise. Le cas de la Poste et de France Télécom*, édité par la CGT-PTT, 1998, p. 225.

13. *Courrier des élèves de l'Enspit*, 21955.

14. *Revue des PTT de France*, 1953.

15. *Revue des PTT de France*, 1/1955.

16. *Courrier des élèves de l'Enspit*, 1^{er} trimestre 1955.

Leur succès dans les pays anglo-saxons est évoqué pour expliquer le développement en France des « Public-relations » auxquelles on associe Relations Sociales, Relations Humaines.

Comment travaille le service « organisation et méthodes » de la direction du personnel

M. A. Chassaing, administrateur à la direction du personnel, nous indique¹⁴ qu'il s'inspire de l'industrie pour faire évoluer l'organisation des services. Il liste les confusions de compétences, les attributions mal définies. Il identifie et sépare la conception et l'exécution, élimine les tâches inutiles. Il organise rationnellement les documents et recherche ce qui peut se prêter à la mécanographie. Il ajoute nécessaire d'associer le personnel et ne pas court-circuiter la hiérarchie pour mettre en œuvre le changement. Rien ne précise si cette judicieuse préconisation est réellement suivie d'effets !

Une mission aux États-Unis

M. A. Chassaing évoque, début 1954, une mission de deux mois aux États-Unis¹⁵. Son but : étudier les techniques et les structures administratives dans les administrations publiques et les grandes entreprises privées.

Il confirme que les Américains recherchent alors une amélioration de la productivité en misant sur l'organisation industrielle et les relations humaines. Ils attachent une grande importance au moral dans l'entreprise. Le moral se définit comme « une attitude des travailleurs envers la firme qui les emploie, attitude qui se manifeste sous forme de loyauté, d'activité, d'attachement, de dévouement et aussi de fierté de cette appartenance. »

Il précise que la direction, plus spécialement le service du personnel, dispose d'un arsenal de moyens afin d'atteindre ce but. Il cite : les journaux d'entreprise, les systèmes de suggestion du personnel, les conférences d'information, les méthodes d'accueil, l'organisation des loisirs, les sondages d'opinion...

Il insiste sur le rôle et la formation des cadres chargés « d'obtenir du personnel le sens de la coopération librement consentie. »

Productivité

L'auteur écrit¹⁶ que ce terme « productivité » rencontré quotidiennement « s'attaque maintenant au service public ». Selon lui, la

différence entre rendement et productivité provient du fait que « le moyen d'accroître la productivité est toujours l'application d'un progrès scientifique. » Il soutient même que « l'amélioration de la productivité se répercute non seulement sur la production, mais sur le prix de revient et à travers lui sur le pouvoir d'achat. Il ne s'agit pas d'une affirmation théorique mais d'un fait que les grandes organisations syndicales américaines connaissent et surveillent de très près. »

À partir d'un tableau chiffré, il assure que de 1895 à 1953 le prix de la lettre, en heures de salaire d'un manœuvre serait passé de 0,57 à 0,11. Il en déduit que « les services d'exécution fournissent en général un effort maximum, eu égard aux moyens dont ils disposent et aux méthodes qu'ils sont tenus d'observer... L'effort principal à faire semble devoir porter sur les services administratifs et notamment centraux. »

Il reprend pour les PTT, les reproches que formule le Comité Central d'Enquête sur le coût et le rendement des services publics. L'administration ignore généralement les conditions de fonctionnement et les résultats de ses services, elle travaille trop souvent sans plan d'ensemble, le contrôle des services est rarement satisfaisant. Il plaide pour la décentralisation et déclare : « la productivité est un état d'esprit qu'il faut créer ; quand les fonctionnaires supérieurs de l'administration des PTT en seront imprégnés, tout sera possible et il sera temps de s'attaquer aux problèmes d'exploitation proprement dits. »



Le journal de la Fédération Postale en 1954 et 1956

Relations humaines

M. Laffay, directeur de la Caisse nationale d'épargne, des Chèques postaux et des articles d'argent, définit les relations humaines¹⁷ : « elles visent à conseiller utile-

ment ceux qui, dans l'entreprise, sont chargés de l'exécution, de leur expliquer, chaque fois qu'il est nécessaire de le faire, le pourquoi des décisions prises, de donner au personnel le goût de sa tâche et de l'associer à l'œuvre à laquelle il collabore. » (voilà au moins une définition qui consacre définitivement la séparation entre la décision et l'exécution !).

Il prétend qu'elles s'écartent de tout paternalisme et que leur neutralité les empêcherait d'empiéter sur le rôle des syndicats. À l'exemple des pays anglo-saxons, il justifie leur utilité pour transformer certains rapports entre l'entreprise et son personnel.

En effet, selon lui, la fatalité du progrès technique soumet de plus en plus l'Homme à la machine et fait craindre plutôt qu'une « élévation globale de l'individu (matérielle et spirituelle) [...] un avilissement graduel de l'Homme. »

Il prétend qu'un vaste secteur des PTT reste : « à l'abri des bouleversements provoqués par l'intervention des machines » et qu'en faisant le choix d'un petit bureau le personnel « peut s'évader des systèmes hypertrophiés. »

Il regrette qu'à ce stade, rien n'ait été fait pour l'information du personnel et cite en exemple les entreprises anglo-saxonnes qui « semblent avoir résolu le problème par la création d'organes professionnels périodiques. »

Il pense que les cadres pourraient expliquer aux agents le pourquoi des décisions prises, encore faut-il qu'ils soient eux-mêmes clairement informés !

Par ailleurs, leur façon de commander qui exige compétence, dévouement à la fonction et qualités humaines, sont essentielles pour créer une ambiance psychologique favorable.



CGT : après la grève d'août 1953

17. Revue des PTT de France, mars-avril 1956



FO : après la grève d'août 1953

Les choix des syndicats

Durant cette époque, l'espace syndical est profondément marqué par la division¹⁸. FO accuse la CGT d'être étroitement liée au PCF. La CGT répond en évoquant les dollars perçus par FO lors de sa création.

Cette polémique durable, qui prend racine dans les fractures et les affrontements politiques de la période d'après-guerre, ne parvient pas à empêcher une authentique activité syndicale revendicative dans les PTT.

La puissante grève d'août 1953¹⁹, même si la CGT et FO n'en tirent pas les mêmes enseignements, le confirme clairement. Loin du ton, le plus souvent rassurant, des articles officiels cités au long de cette étude, les déclarations et décisions des gouvernements successifs sont nettes et parfois brutales. Elles ont des conséquences immédiates sur la vie du personnel. C'est le cas des suppressions d'emplois alors que le trafic augmente, c'est vrai des amputations du budget des PTT pour financer les guerres coloniales, c'est vrai des projets Mayer qui prévoient le recul de l'âge de la retraite, le retard de l'avancement, le blocage des traitements... C'est vrai des déclarations du ministre qui à l'Assemblée Nationale affirme : « l'administration attend en effet de la modernisation du matériel une plus grande rapidité dans l'exécution des travaux d'établissements des lignes ainsi qu'une compression des effectifs. » (J.O. du 25 décembre 1951, p. 2669).

18. La lecture du mensuel de FO, « PTT syndicaliste » et de celui de la CGT « La fédération postale » donne un aperçu de ces affrontements, au ton vif et parfois imagé... où la dure réalité des conditions de vie du personnel tient sa place !

19. On peut se reporter à « Le syndicalisme postal de 1936 à 1974 », DEA de M. Paggioli, Université de Bourgogne, 1999-2000 et à la brochure « La grève de 1953 à 50 ans », IHS-CGT-PTT, 2003, p. 50

20. PTT-syndicaliste n°21.

21. PTT-syndicaliste.

Dans les services, le manque de moyens, les cadences de travail insupportables, l'autoritarisme des directions, et dans la cité, l'inflation, la hausse des impôts et des loyers, créent au quotidien des solidarités qui mettent au second rang les divisions et s'exercent par des actions unitaires.

FO

La fédération FO des PTT ne cache pas son soutien au plan Marshall. Elle publie, en mars 1949²⁰, une interview de Jean Monnet parue dans le journal économique La Vie Française.

À l'une des questions, Jean Monnet précise : « le plan américain d'aide à l'Europe n'a d'ailleurs qu'un sens : c'est une contribution apporté à notre effort national, afin que nous puissions ensuite nous passer de cette assistance et contribuer nous-mêmes à la prospérité mondiale. »

FO fait précéder ce texte de quelques lignes virulentes. Les contemporains les lisent comme visant notamment la CGT : la France ne pourra se relever de ses ruines « qu'à la condition que les travailleurs se dégagent de mensonges préfabriqués et des illusions dangereuses répandus par ceux-là mêmes qui ont constamment misé sur la misère et la guerre en tant que facteur essentiel de Révolution. »

Au fil du temps, à la lumière de ce que vit le personnel des PTT et des exigences qu'il exprime par de nombreuses actions syndicales, souvent unitaires dans les services, les écrits de FO-PTT deviennent plus critiques et revendicatifs. Par exemple, sa presse dénonce la réduction des effectifs alors que le trafic ne cesse de croître. Elle publie une série d'articles théoriques sur le fonctionnement du capitalisme, le plan, la productivité.

Elle affirme, en mars 1955²¹, vouloir faire connaître la position du mouvement syndical face aux campagnes concernant la productivité et à la tendance patronale à confondre productivité et production.

Elle cite, sur le sujet, une résolution de l'O.I.T votée par les gouvernements et « les syndicats » mais pas par les patrons : « la participation des syndicats à la réalisation d'une productivité sera influencée par la décision de la direction d'accepter le principe que les techniques des méthodes modernes de gestion, l'étude et l'organisation du travail font partie intégrante des négociations professionnelles. » FO semble fixer son horizon à des



1956 Sainte Étienne, manifestation de facteurs

négociations qui amèneraient une répartition équitable des gains de productivité.

La CGT

Préconisant, depuis la Libération, un plan d'ensemble pour reconstruire l'économie, la CGT participe à l'élaboration du plan Monnet. Elle dénonce très vite son freinage, voire son sabotage (manque de matières, manque de financement). Elle y voit l'ombre du Plan Marshall. Plan américain que la CGT décrivait comme « un plan de domination, de guerre, de misère », répète Fernand Piccot²².

Ses militants sont fréquemment l'objet de sanctions, ses bureaux sont plusieurs fois perquisitionnés par la police. À l'inverse, les syndicats qui siègent au sein du Comité National de productivité perçoivent, à ce titre, des subventions publiques²³.

Pour la CGT, dans les PTT, il n'y a aucun doute, la modernisation par l'introduction du progrès technique cache, avant tout, la recherche de productivité par l'intensification du travail humain²⁴. Elle dénonce la situation faite au personnel et organise des actions syndicales pour les effectifs, la réduction de la durée du travail, les rémunérations...

Elle accuse les directions de pressions et chantages divers à l'égard du personnel : contrôles et mise en concurrence des agents, carotte à l'heure de sortie, simplification des tâches au détriment de la qualité de service, diminution du temps consacré à un travail donné, heures supplémentaires, manque de moyens matériels...

Elle constate une modification du rôle assigné aux cadres : avec l'introduction « des relations humaines », ils se consacrent à l'animation de la course au rendement.

Elle s'appuie sur les constats du corps médical pour étayer ses dénonciations et ses

revendications : « les employées des centraux téléphoniques et des Chèques postaux présentant des troubles neuropathiques sont de plus en plus nombreuses dans toutes les consultations. »²⁵

Faut-il empêcher le développement de la motorisation, de la mécanisation et de l'automatisation ? Non, répond la CGT. Ce qui est en cause, c'est la façon dont elles sont utilisées.

Pour elle, la bataille à mener est claire : « l'augmentation des salaires, la diminution du temps de travail ne dépendent pas de l'augmentation de la production et de la productivité mais de l'action de la classe ouvrière pour prélever cette augmentation sur les profits capitalistes. »²⁶

Comment et pour qui moderniser ? Quel droit des peuples à disposer librement de leur avenir ? Quelle unité syndicale ? Ces trois questions demeurent la période de l'après-guerre mais demeurent d'une brûlante actualité, dans des conditions évidemment nouvelles.

Connaître le passé ne suffit pas pour y répondre mais nous donne, probablement, plus d'espace et de hauteur de vue pour essayer de construire de nouvelles réponses !

Alain Gautheron



1957 Lille, manifestation de facteurs

22. La fédération postale, octobre 1950.

23. Premier rapport du comité national de productivité, 1950-1953, p. 49.

24. De ce point de vue, le BO du 18.09.50 est un modèle : il organise la course au rendement et la concurrence entre les opératrices du téléphone. Plus largement sur le sujet, parution juin 2009 au Temps des cerises, "Des demoiselles du téléphone aux opérateurs des centres d'appels", par C. Schwartz, Y. Jacquet, P. Lhomme.

25. Docteur Leguillant, propos cités dans la fédération postale de novembre 1957, p. 2 et 3, dans un dossier sur « la productivité aux PTT » réalisé par M. Vignes.

26. Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT, en juin 1957, au 31^e congrès confédéral.

Bilan d'activité de l'IHS pour l'année 2009

Deux évènements ont marqué 2009 pour notre institut. La parution du livre «Des demoiselles du téléphone aux opérateurs des centres d'appel» et les 100 ans de la première fédération postale née des grèves des postiers en 1909.

Les effectifs de l'IHS CGT-Fapt

Ils sont en progression constante. Les cinq premières années de 1999 à 2003, le nombre d'adhérents est passé de 334 à 445, soit 111 adhérents de plus. De 2004 à 2008, sur une autre période de cinq ans, de 445 à 535, soit 90 adhérents de plus. **L'année 2009 montre que nous ne faiblissons pas (543).** Le renforcement, ces adhésions nouvelles confirment le bon travail réalisé par notre institut, une activité soutenue par nos écrits, par la parution régulière de notre revue trimestrielle « Le Relais », par la sortie de brochures, d'ouvrages, de livres, par une rubrique de l'IHS dans le site web de la Fédération, mais aussi par notre présence dans les congrès, dans différents colloques et nos contributions propres dans ces différentes initiatives. Il est à souligner également pour 2009 qu'un plus grand nombre de syndicats départementaux sont adhérents à l'Institut (**95, plus 11 par rapport à 2008**). Cela montre à la fois la reconnaissance qu'ils ont de notre activité et

le besoin de repères historiques pour leur activité militante.

Le fonctionnement de l'IHS

Assemblée générale : le 3 février 2009

Conseil d'administration : les 18 juin et 17 novembre 2009

Bureau : Il s'est réuni régulièrement en fonction de l'activité.

L'IHS a participé

- **Le 6 février** à l'assemblée générale de Libération Nationale PTT avec une intervention de Maurice Desseigne représentant de l'institut.

- **Les 13, 14, 15 mai** au colloque FNARH à Toulouse sur le thème « les PTT de 1939 à 1959 ». Nous avons présenté trois contributions :

1. Les associations professionnelles de fonctionnaires des PTT sous Vichy (Michel Vareille).
2. Productivité, modernisation aux PTT, des discours aux actes (Alain Gautheron).
3. Le reclassement de la fonction publique dans les PTT après la deuxième guerre mondiale (Paulette Zaganiacz).

- **Les 27, 28, 29 mai** aux journées d'étude de **l'IHS Confédéral** au Cap d'Agde.

- 40 instituts étaient représentés. Les débats ont eu lieu sur « la crise actuelle », sur « la grève générale », sur « l'utilisation de l'histoire » par Nicolas Sarkozy

- Un bilan d'activité des instituts sur 2009 a été établi.



Blois, octobre 2009

- Les archives seront élargies aux archives électroniques à partir de 2010.

- **Les 8, 9, 10, 11 octobre** au « Rendez-vous de l'histoire » à Blois. Le thème : « le corps dans tous ses états ».

- Nous avons participé à une table ronde sur « le contenu du travail ».

- Nous avons fait connaître notre institut avec notre dépliant de présentation et nos différents ouvrages et livres.

- **Le 24 septembre** au 25^e anniversaire de la FNARH, l'IHS était représenté par Pierre Lhomme. Présence de Serge Lottier à la réception.

- **Les 18 et 19 novembre** au colloque organisé par l'IHS-CGT confédéral à Montreuil sur « propagande, information, communication, cent ans d'expérience de la CGT, de 1895 à nos jours ». Bonne présence de notre institut avec une dizaine de participants. Nous avons présenté 4 contributions :

1. La communication de la fédération CGT des PTT pendant la bataille contre la « loi Quilès » (Alain Gautheron)
2. Les journaux de catégories (Jean Bartholomé, Jacques Mezescazes, Serge Lottier)
3. Le rôle et la place des journaux de sections dans la propagande de la fédération : l'exemple de Lyon Inter et de Lyon chèques (Yveline Jacquet)

- **Le 3 décembre**, invité par l'IHS-CGT de Haute Savoie, Serge Lottier a présenté une conférence sur l'origine et l'histoire des services publics, plus particulièrement celle des postes et télécommunications. Il y a eu 38 participants avec des représentants d'autres

Les adhérents de l'IHS CGT-FAPT

	2007	2008	2009
Fédération	1	1	1
Unions Régionales	14	13	14
Syndicats	81	84	95
Sections	8	8	9
Abt. Relais	2	0	0
Individuels	398	429	424
Total	504	535	543

instituts et des militants actifs. Cela a permis une riche réflexion sur le présent. Un bon exemple de coopération entre IHS ! (Plaquette en cours de réalisation)

• **L'IHS a participé à la présentation du livre de l'IHS cheminots**, « les cheminots, on s'en fait toute une histoire 1823-1918 » (Serge Lottier)

• **L'IHS a participé à l'hommage à Marseille sur les 90 ans de Jean Chaigne (F. Fustini - L. Cardin).**

• **L'IHS a participé à la cérémonie à la mémoire de Laurent Matheron** qui s'illustra dans la résistance (Source K comme Keller), avec le dépôt d'une plaque commémorative qui a été transférée de Paris à Lyon Sévigné. (Yveline Jacquet)

L'Institut a organisé

• **Le 3 février** à 12 heures dans les locaux de la Fédération, l'Institut a présenté la brochure rendant hommage à Emile Quéré militant de la Fédération, membre du bureau fédéral responsable des installations et du secteur des télécommunications.

• **Le 25 mars** à 10 heures au siège de la Fédération une réunion de travail pour faire le point sur l'état d'avancement des travaux sur le livre sur « l'Histoire de la Fédération CGT des PTT de 1945 à 1981 » avec les 4 groupes de travail. Présence de Joël Hedde de l'IHS-CGT et René Mouriaux coordinateur du conseil scientifique de l'IHS confédéral.

Cette réunion a permis au 4 groupes de poursuivre leurs travaux avec le souci d'améliorer leur cohérence. À ce jour, les travaux de recherches et l'écriture du livre sont en passe d'être terminés. Nous sommes dans les temps. L'année 2010 sera celle de la mise en forme du livre (format, photos, etc), de sa relecture, de son impression et de son édition !

• **Le jeudi 27 août 2009**, une soirée débat sur le thème « Il y a 100 ans les grèves de 1909... fondatrices du syndicalisme dans les PTT... et créatrices de la première Fédération postale. »

C'est Christian Henrisey, cadre PTT, historien, membre de notre Institut, qui a présenté cette période. Des grèves dures qui ont rassemblé à cette époque toutes les catégories de personnel. Une confrontation directe avec le pouvoir politique notamment Georges Clémenceau. La Confédération CGT a appelé à la grève générale pour soutenir les postiers, le public a soutenu les grèves.

Il y a eu une bonne participation (70 présents) à cette soirée et un seul regret, le manque de débat faute de temps.



17 novembre 2009

• **Le 17 novembre 2009, à l'issue du CA de notre IHS-Fapt, la vente du livre sur les travaux du colloque des téléphonistes « Des Demoiselles du téléphone aux opérateurs des centres d'appel » a été officiellement lancée** en présence de Colette Schwartz, Yveline Jacquet et Pierre Lhomme co-auteurs. Soixante personnes étaient réunies, parmi lesquelles : Maryse Dumas (secrétaire de la CGT), Colette Duynslaeger (secrétaire générale de la Fapt), Alain Gautheron (ancien secrétaire général de la Fapt), Elyane Bressol (présidente de l'IHS Confédéral), Ghislaine Coinaud (nouvelle élue au CA de France Télécom), Alice Roupy (membre du bureau fédéral, responsable des centres d'appel), et des téléphonistes de l'Inter de Paris, Francis Combe directeur de la maison d'édition « Le temps des cerises ».

En 2009, plus de 500 livres ont été vendus notamment dans les régions de Lyon, Caen, Paris, Marseille, et la vente va s'accroître dès février.

Notre présence dans les congrès, assemblées et réunions de la FAPT en 2009

- Congrès départemental de l'Oise les 8 et 9 octobre.
- CE départementale du Calvados le 15 octobre.
- Assemblée Générale de la Sarthe le 16 octobre.
- Congrès départemental du Loir et Cher le 16 octobre.
- CE départementale de l'Orne le 20 octobre.
- Congrès départemental de la Haute Loire les 19 et 20 octobre.
- Congrès départemental de l'Indre les 19 et 20 octobre.
- Congrès départemental des Alpes de Haute Provence les 5 et 6 novembre.
- Assemblée Générale de la Manche le 20 novembre.
- Congrès départemental de la Seine-et-Marne les 26 et 27 novembre.
- Assemblée Générale de l'Eure le 14 décembre.

Les 100 ans de la Fédération 1909-2009

C'est le 29 septembre 2009 en présence de plus de 200 invités, parmi eux Louis Viannet, Albert Le Guern, Alain Gautheron, (Maryse Dumas était excusée), que l'on a célébré le centième anniversaire de la Fédération née des grèves de 1909. Après l'intervention de **Colette Duynslaeger**, la secrétaire générale de notre fédération un repas et une ambiance festive ont clôturé la soirée. **Le n°45 du Relais du 1^{er} trimestre 2010 (36 pages) est consacré à ce centième anniversaire.**

La rubrique de l'IHS sur le site internet

Depuis le remodelage du site Internet de la Fédération en fin d'année 2008, l'IHS tient une rubrique régulière pour faire connaître ses activités.

La rubrique est accessible à partir du site web fédéral en tapant :

<http://www.cgt-fapt.fr> dans son navigateur (en haut de l'écran du

micro-ordinateur), puis en cliquant dans la rubrique : **La CGT Fapt**, puis dans la sous-rubrique **Institut d'Histoire Sociale CGT FAPT** ou directement en tapant **http://www.cgt-fapt.fr/-Institut-d-Histoire-Sociale-CGT-,** on peut aussi y parvenir en tapant **IHS CGT Fapt** dans un moteur de recherche (Google ou autre...)

De novembre 2009 à novembre 2010, la rubrique de l'IHS a eu 3 328 visites (pour 168 188 pour le site fédéral).

Le site de notre IHS contient 41 articles (plus de 700 pour l'ensemble du site fédéral) pour moitié de l'ancien site et pour moitié de nouveaux articles publiés en 2009, avec une moyenne de 81 visites par articles.

Les articles les plus visités sont « grève des postiers en 1909 » 402 visites, « Le message combatif des demoiselles du téléphone » 270 visites, « Des Demoiselles du téléphone aux opérateurs des centres d'appel » 249 visites, « Les Archives » 203 visites, « IHS l'activité pendant l'été » 150 visites.

Il y a deux sous-rubriques « **Le Relais** » avec le sommaire de chaque numéro et « **Les Publications** » avec la liste et un résumé des ouvrages publiés par l'IHS.

Bien sûr, tous cela est perfectible et tout avis ou proposition sur ce sujet sera le bienvenu. **(contact Michel Gaillard)**

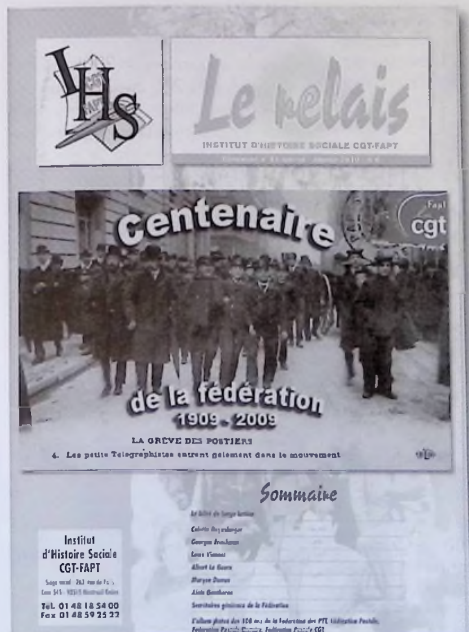
22 Janvier 2010
Le bureau de l'IHS-CGT-FAPT

Deux publications à commander sans modération !

Le numéro spécial du Relais pour les 100 ans de la Fédération a été salué et apprécié par de nombreux adhérents et abonnés, qui nous l'ont fait savoir.

Ce numéro doit être aussi un outil pour mieux faire connaître notre histoire, auprès des plus jeunes de nos militants, mais aussi de nos syndiqués. Comme le syndicat de l'Aisne, ne pas hésiter à faire des commandes exceptionnelles à l'occasion des congrès départementaux, par exemple.

La brochure, « **De la charité à la solidarité** » rédigée par Maurice Desseigne, a été publiée par l'IHS en 2001. Aujourd'hui encore, elle est plus que jamais d'actualité, chacun l'aura compris, en cette année de tous les dangers pour notre système de retraite. Il en reste quelques exemplaires, à commander au prix de 3€ l'unité.



Assemblée Générale

Présidée par **Serge Lottier**, elle a réuni 48 de ses membres, 194 adhérents ayant donné leur pouvoir : une participation exceptionnelle ! Nous avons retrouvé avec plaisir Maryse Dumas lors de cette assemblée.

La mémoire de Jean Bartholomé a été saluée par l'assemblée.

Dans son rapport d'activité, **Jean-Claude Lourdez** a tout d'abord rappelé que l'IHS Confédéral avait été créé par la CGT en 1982. Celle-ci ne pouvait plus laisser son passé exposé à la caricature, ni se priver des éléments d'analyses pour le présent. C'est pourquoi nos initiatives ne sont pas neutres, elles permettent surtout le débat, le rétablissement de la vérité des faits. L'importance du passé n'a pas non plus échappé à de nombreux hommes politiques qui se l'accaparent, le revisitent, le détournent et réécrivent l'histoire à leur profit, ce qui est particulièrement le cas du président de la République. **Tout montre aujourd'hui, qu'il nous faut poursuivre notre travail sur l'histoire sociale et l'action de la CGT.**

C'est ce qui s'est vérifié en 2009 pour notre institut, son riche bilan est détaillé par ailleurs dans ce n°46 du Relais.

Le bilan de notre organisation se mesure aussi au nombre de ses adhérents. Ceux-ci ont progressé de 111 dans les 5 premières années et encore de 90 dans les 5 années suivantes : l'année 2009 se termine avec 543 adhérents, dont 14 unions régionales, 95 syndicats et 424 individuels, c'est là le fruit de notre travail. Rappelons aussi que notre institut est ouvert à l'extérieur pour des recherches¹.

Notre revue *Le Relais* a été publiée chaque trimestre, sans exception, le nombre des sujets et dossiers présentés est impressionnant.

À noter le succès du livre « *Des demoiselles du téléphone aux opérateurs des centres d'appel* », avec plus de 630 exemplaires vendus et il reste d'énormes possibilités pour en placer davantage.

Autre fait marquant en 2009, la célébration du 100^e anniversaire de la *Fédération*, un numéro spécial du Relais rela-

te cet événement, il peut toujours être commandé pour les congrès départementaux et offert aux stagiaires des journées d'initiation syndicale notamment.

En 2009, l'écriture du livre sur *l'Histoire de la Fédération de 1945 à 1981* s'est poursuivie ; le manuscrit doit être déposé chez l'imprimeur à la fin de cette année ; les 4 groupes de travail, ayant chacun la responsabilité de l'écriture d'une période donnée, se retrouvent le 22 avril.

Autres projets et activités :

- Le livre sur *les ouvriers d'état* (Raphaël Guibert) est dans sa phase terminale.

- Des camarades de Bretagne et de Normandie unissent leurs efforts pour travailler sur *les services des lignes*.

- Hélène Laffait a entrepris des recherches sur *l'Inter de Paris* de sa création à sa disparition.

- Robert Gilles a donné son accord pour travailler sur *les bureaux gares*.

- Les receveurs réfléchissent à la tenue d'un colloque (en 2011 sans doute) sur *leur métier*.

- Quant au colloque national des facteurs, suite au décès de Jean Bartholomé, il est reporté.

- Notre institut sera présent dans les initiatives de l'IHS Confédéral sur les thèmes « *Sarkozy et la décolonisation* » et « *Grèves et politique* ».

- Serge Lottier et Francis Fustini seront présents au colloque sur « *Les postes et télécommunications en Provence et Méditerranée à travers les siècles* » organisé par le comité historique régional des PTT.

- Notre soirée de l'été abordera « *la période 1939-1940* ». Conférencière : Danièle Ledoux.

- Enfin nous essayerons d'être présents dans un maximum de congrès des syndicats.

Yvette Cros nous a présenté un rapport de trésorerie très encourageant puisque le nombre de nos adhérents est en augmentation constante et pour 2010, 344 cotisations sont déjà réglées. Nos finances pour 2009 sont saines, avec un excédent de 4139,36 €. Avec une autre bonne nouvelle, la facture d'imprimerie du livre « *Des Demoiselles du téléphone* » est déjà épongée par les recettes de la vente.

La **Commission de Contrôle financier** a donc donné quitus pour cette irréprochable gestion. Le rapport financier a été adopté à l'unanimité.

La **discussion** a été riche avec des nouvelles propositions d'activités et de recherches, ou pour mieux travailler. Elles seront examinées par le conseil d'administration.

• **Fait tout à fait nouveau** : confrontée à la politique de dislocation sociale de l'ancienne direction, la nouvelle direction de France Télécom est à la recherche d'une nouvelle politique managériale. Dans ce cadre, elle a consulté l'IHS avec l'objectif que l'histoire sociale du service public, puisse aujourd'hui aider à retisser un tissu social. Sans être dupe, l'IHS, en accord avec la fédération, a apporté des éléments de réflexion et rappelé qu'à la fin du 19^e siècle, lors du « plein pot » de la révolution industrielle, où l'argent était déjà roi, la situation était du même tonneau qu'aujourd'hui. Ce qui conduisait Charles Péguy à exiger de faire entrer la République dans les entreprises. À notre créneau nous pourrions dire : « que France Télécom fasse entrer l'histoire sociale dans son histoire ». Nous sommes disponibles ! La même proposition étant valable pour la Poste.

Sur ce créneau nous entendons mener bataille pour être entendus et ainsi contribuer à un changement où le travail vivant sera au cœur du développement d'un véritable service public du 21^e siècle.

- Un débat s'est aussi engagé sur la manière de captiver les actifs à nos travaux sur l'histoire, afin de toujours mieux les armer dans leurs activités de tous les jours.

La question de la lecture, par le plus grand nombre, s'est une nouvelle fois posée. De même que le rôle de l'IHS et aussi celui de la Fédération pour faire progresser la nécessaire appropriation de l'histoire, notamment celle de notre profession.

Pour le **représentant de la Fédération**, **Jean-François Damely**, le passage obligé, ce sont les syndicats départementaux, il faut donc les convaincre. De même la présence de l'IHS dans les congrès doit être travaillée en amont avec la fédération et le syndicat pour connaître les besoins. Enfin par-faire le site Internet fédéral qui héberge

1. En 4 ans, 13 visiteurs sont venus consulter nos archives, surtout des étudiants, dont l'un travaille sur le management actuel à France-telecom.

du 16 mars 2010

notre institut, y mettre en ligne plus de documents, ne pas seulement miser sur le support écrit.

La présidente de l'IHS Confédéral CGT, Elyene Bressol, a aussi donné son avis sur cette question essentielle, à savoir, mieux toucher les actifs.

Pour elle, s'il y a une base positive d'activité dans la FAPT, il ne faut pas craindre de bien l'examiner afin de progresser encore dans la connaissance de l'histoire en général et être en capacité d'apporter des éléments de réflexions historiques sur des questions d'actualité. Car il faut bien constater que l'instrumentalisation de l'histoire arrive très vite lorsque l'on ne prend qu'un événement, voire des bribes, et, que nos collègues de travail ne prennent pas le temps d'analyser plus à fond, par manque de temps ou de moyens. Ils réagissent alors à l'émotionnel et là est le danger, car lorsque l'on est uniquement dans le présent, on ne regarde pas le passé et encore moins l'avenir.

C'est sur ce concept que de nombreuses émissions télé sont conçues : on flatte l'émotionnel qui ne permet pas d'approfondir l'histoire.

À nous de dire à ces collègues de travail, à nos syndiqués, que s'intéresser à l'histoire ce n'est pas une perte de temps, mais au contraire cela permet d'être plus forts.

Il ne s'agit pas, non plus, de demander à la fédération et aux actifs de faire notre travail de recherche et d'approfondissement de l'histoire à la place du collectif de l'IHS, qui est l'une de nos prérogatives, mais à elle, fédération, de mieux contribuer à la diffusion de ce travail, et en même temps interpellier l'IHS sur tel ou tel sujet qui nécessite une recherche historique.

Voilà un sujet de réflexion à poursuivre avec nos adhérents, avec les syndiqués de la Fapt-CGT.

Pour conclure, Serge Lottier a laissé chacun juge de la qualité des débats et du travail à mettre en œuvre. Il a proposé d'élargir le bureau à deux camarades : **Paulette Zaganiac** et **Yveline Jacquet**. **Claudette Royer** est cooptée au conseil d'administration. Ces propositions ont été adoptées.

Bernard Bouche



Intervention de Pierre LHOMME à l'Assemblée Générale 2010 de Libération Nationale PTT

....Salutations....

Libé PTT et notre Institut, nous l'avons déjà dit, sont tout à fait complémentaires. Nous écrivons actuellement l'histoire de la Fédération

CGT des PTT, de 1945 à 1981. Pour planter le décor, nous revenons un peu sur les années 1943, 44, 45, et nous puisons tout naturellement dans les différents écrits de Libé PTT.

Nous avons les mêmes objectifs : faire vivre le passé, et chercher dans ce passé tout ce qui peut être utile au présent. Si nous ne travaillions pas à préserver ce passé, d'autres se chargeraient de le faire... à leur façon !

Comment ne pas avoir envie de vomir à la lecture de deux historiens, mais méritent-ils cette appellation, Jean Marc Berliere et Franck Liaigre, qui tentent de souiller, à travers Guy Mocquet, l'image de la Résistance ? Selon eux, le Parti Communiste Français aurait mis en avant Guy Mocquet pour inventer une résistance communiste de première heure !

Ou encore, alors que sort sur nos écrans l'histoire de la rafle du Vel d'Hiv, lorsque d'autres se livrent à une propagande nauséabonde contre la Résistance, et veulent à nouveau salir la SNCF, et donc les cheminots, qui auraient quasiment collaboré à la déportation !

Ils veulent casser ce qu'ils appellent « le mythe de la Résistance » !

Notre activité, Libé PTT, IHS, est donc plus que jamais nécessaire, indispensable, nous devons sauvegarder la vérité dans toutes ses dimensions, et garder une oreille attentive en permanence, y compris sur l'utilisation et la signification des mots.

Sur cet aspect, je voudrais vous dire comment, personnellement, j'ai été traumatisé à vie par l'utilisation du mot « terroriste ».

Mon père était résistant. Pris dans une rafle, il a été tué à Beaune, en juin 1944, le jour du débarquement. J'avais 6 ans. À cet âge là, on ne garde de l'histoire que des flashes. J'ai en mémoire, en rentrant de l'école, tous ces Allemands, vociférant dans la cour de chez moi, fouillant partout. Dans les années qui ont suivi, pour moi, mon père était un héros. Il était mort en défendant la France. Son nom était gravé sur le monument aux morts. J'étais pupille de la nation. Et puis un jour, bien plus tard, j'ai trouvé copie d'un courrier par lequel ma mère demandait la restitution de l'argent volé par les allemands, et la réponse de la Feldkommandatur de Dijon, disant qu'ils ne donneraient pas suite parce que mon père était un terroriste. Je tombais de haut : mon père, un héros, était devenu un terroriste !

Depuis, à chaque fois que j'entends le mot terroriste, j'essaie de comprendre, de discerner. Le terrorisme, cela existe, et je ne veux pas en faire l'apologie, mais j'ai constaté que tout ceux qui luttent pour l'indépendance, la liberté de leur pays, sont la plupart du temps qualifiés de terroristes. Les indochinois, qui luttèrent contre l'occupation française, étaient des terroristes. Idem pour les Algériens, des bandits, des terroristes. Fidel Castro et ses guérilleros étaient des terroristes. Comme les palestiniens, et comme mon père !

L'histoire peut nous apprendre à comprendre l'importance qu'il faut apporter à l'usage des mots.

Eh bien, chers amis, chers camarades, je veux vous dire que je suis fier d'être le fils de ce terroriste là.

Un petit territoire, de grands hommes !

Notre ami Bernard Bouche est le maître d'œuvre d'un livre de témoignages sur la Résistance dans le canton de Bugeat (Corrèze) où il habite.

Il a choisi un petit territoire pour honorer de grands hommes qui par leur engagement et leur sacrifice en chassant « la bête immonde » vont relever l'honneur de la France profanée le 17 Juin 1940 par le pétainisme et la collaboration.

Avec patience et ténacité, il va récolter, alors que beaucoup sont décédés, 54 témoignages dans le canton de Bugeat, 44 dans les cantons limitrophes, donner des noms de déportés, dénoncer les rafles de juifs, des étrangers, 138 dans le seul canton de Bugeat. Tous ces hommes et femmes vont répondre de l'engagement de 4 000 résistants recensés en Corrèze en août 1944. Parmi eux des employés des PTT, comme Marie Louise Magnaudeix et encore Antoine Lafond.

On trouve aussi des noms dont les enfants sont des acteurs de l'histoire de notre fédération après la guerre : Nicole Chalat, Albert Laurent.

Le comité cantonal de l'ANACR souligne, dans la présentation du livre, que sans Bernard « le chemin de tous nos frères des maquis se serait effacé » et poursuit « qu'il mit tout son savoir faire et sa humanité au service de leur histoire, afin que les générations montantes soient dotées d'outils pour leur avenir ».

C'est un éloge tout à fait justifié, retracer le passé de ce petit bout de territoire au travers de ses hommes d'honneur, c'est donner à l'histoire tout son sens : celui de servir le présent.

Serge Lottier

Nous sommes partie prenante du passé de la Poste

L'IHS s'adresse à nouveau au Président de La Poste

Montreuil, le 9 avril 2010

Monsieur Jean Paul Bailly
Président de La Poste
44 Boulevard de Vaugrassat
75757 Paris CEDEX 13

Monsieur le Président,

Pour annoncer le changement du statut de La Poste, vous avez publié dans la presse un texte où il est dit que l'histoire de la Poste a été écrite par les Français et les postiers, que La Poste évolue dans le respect des valeurs qui sont les siennes, attentive aux enjeux sociaux, que La Poste change de statut [...] sans se ruiner [...] pour écrire une nouvelle page de son histoire.

Historien ! Voilà le terme qui permet à l'institution à la fois d'assumer son passé et de construire son futur. "Fonder son identité collective" disait Victor Hugo. C'est certainement le souhait que vous formulez comme Président du plus vieux service public de notre pays.

Pour la réussite de ce souhait, l'histoire globale d'une institution exige qu'elle soit étudiée dans toutes ses strates. C'est ce que font des étudiants subventionnés par le Comité pour l'histoire de la Poste qui viennent consulter régulièrement nos archives, tout comme les historiens qui s'intéressent à l'histoire de La Poste. C'est ce que fait notamment la FNARIH.

Pour sa part, notre institut consacre une grande partie de ses travaux à l'histoire de La Poste, plus particulièrement sur des sujets sociaux. Or, jusqu'à présent, les deux lettres que nous avons reçues de vos services pour signifier votre refus d'une subvention, nous paraissent plus fondées sur une hostilité de principe à l'égard de la CGT que sur une prise en compte des arguments que nous avons avancés. Une telle attitude ne nous paraît pas conforme à l'idée que nous nous faisons des relations qui doivent être de mise entre organisations sociales de porter témoignage devant l'histoire.

Monsieur le Président, au moment où La Poste est précisément à un tournant de son histoire, nous sommes persuadés qu'elle a besoin d'une vision complète de son passé pour son présent et son futur. Notre institut, reconnu d'utilité publique par la loi de 1901 sur les associations, est partie prenante de ce passé. C'est pourquoi nous vous demandons de partir sur de nouvelles bases, pour examiner à nouveau notre demande de subvention sous une forme dont nous pourrions débattre ensemble.

Avec l'espoir que souvent entre nous un dialogue fructueux, recevez, Monsieur le Président, mes respectueuses salutations.

Le président de l'Institut d'Histoire Sociale CGT-PTT (FAPT)
Serge Lottier

Association Nationale des Anciens Combattants et Amis de la Résistance
Comité cantonal de Bugeat

Témoignages sur la Résistance dans le canton de Bugeat (Corrèze)



-2010-



Abonnement au RELAIS

Quatre numéros, envoyés au domicile du souscripteur, pour 15 € par an

Nom Prénom.....

Adresse.....

Code postal Ville

Je souscris un abonnement à la revue de l'Institut d'Histoire sociale CGT-PTT (FAPT), le Relais et règle la somme de 15 €.

Date..... Signature

Bulletin à envoyer à IHS-CGT-PTT (FAPT) 263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex, accompagné d'un chèque établi à l'ordre IHS-CGT-PTT (FAPT).